



Le gouvernement vietnamien en pleine transformation : simplification de la bureaucratie et autonomisation des citoyens

Avec sa réforme la plus radicale depuis 1975, le Vietnam procède à une refonte fondamentale de son gouvernement : les obstacles bureaucratiques sont réduits, les unités locales sont fusionnées et les citoyens jouent un rôle plus important dans les décisions qui touchent les communautés où ils vivent au quotidien.

Felix Abt

mar. 09 déc. 2025

Les changements concernent les provinces, les districts et les communes, et visent à améliorer l'efficacité, à rationaliser l'administration et à rendre la gouvernance plus accessible à la population. Cet aperçu explore ce qui change, pourquoi et comment cela aura un impact sur les citoyens.

Un système à plusieurs niveaux

Historiquement, le gouvernement vietnamien était complexe et hiérarchisé :

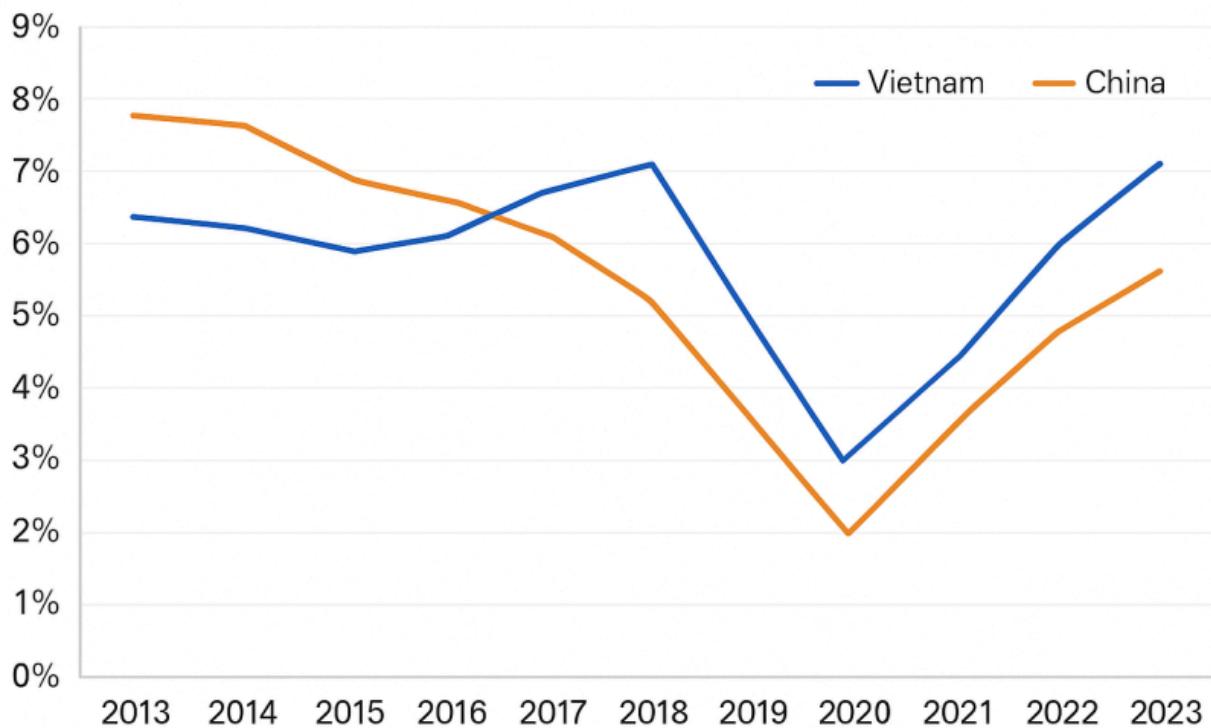
- Communes/quartiers : niveau local (5 000 à 10 000 habitants), chargé des services quotidiens tels que l'enregistrement, les permis et les infrastructures de base.
- Districts : niveau intermédiaire, chargé de superviser les budgets, les pièces d'identité, l'utilisation des terres et l'enregistrement des familles.
- Provinces : autorités régionales chargées de veiller à ce que les politiques et les lois soient appliquées au niveau local.
- Gouvernement national : supervise l'ensemble du pays, établit les lois et gère la mise en œuvre des politiques générales.

Parallèlement à cette structure, des organisations telles que l'Union des femmes, l'Union de la jeunesse et le Front de la patrie permettent aux citoyens de s'exprimer dans la vie civile. Le Parti communiste guide la politique générale, avec plus de 5 millions de membres qui façonnent l'orientation socialiste du Vietnam.

Trajectoire de croissance du Vietnam

Au cours de la dernière décennie, le Vietnam a connu une forte croissance, avec une moyenne de 6 à 7 % par an, grâce à la transition de l'agriculture vers l'industrie manufacturière et les services, à l'augmentation des exportations et aux investissements étrangers. Le PIB réel par habitant a presque doublé, améliorant le niveau de vie, et la croissance a souvent dépassé celle de la Chine en raison de la base plus petite du Vietnam et de son industrialisation rapide.

GDP Growth Over the Last Decade



Taux de croissance du PIB au cours des dix dernières années (Vietnam : bleu, Chine : orange) (Graphique : Felix Abt)

Pour maintenir cette dynamique, le pays aura besoin de réformes structurelles, d'une productivité accrue et d'une gouvernance locale plus forte, car le recours à une main-d'œuvre bon marché et à la demande extérieure devient de plus en plus limité. Cette croissance économique soutenue constitue un contexte essentiel pour les réformes actuelles du gouvernement, qui mettent l'accent sur l'efficacité et l'autonomisation locale comme leviers clés pour maintenir le développement et répondre aux attentes croissantes des citoyens.

Pourquoi l'ancien système frustrait les citoyens

Le système à quatre niveaux a été conçu après 1975, dans le contexte de l'après-guerre. S'il permettait de gérer les unités locales, il était souvent source d'inefficacité :

- Les citoyens devaient attendre longtemps pour obtenir des documents administratifs, car chaque étape devait être approuvée par plusieurs niveaux hiérarchiques.
- Des tâches simples, telles que le traitement des pièces d'identité ou l'enregistrement des mariages, pouvaient nécessiter plusieurs déplacements à la fois à la commune et au district.

- Les malentendus et les retards étaient fréquents, ce qui frustrait les citoyens et ralentissait le développement local.

Si le système a favorisé le progrès social et économique, la croissance démographique, le développement des infrastructures numériques et l'urbanisation du Vietnam ont révélé ses limites.

Les arguments en faveur de la réforme

Le Vietnam a connu une croissance remarquable sous l'ancienne structure, avec des infrastructures modernes, des améliorations dans le domaine des soins de santé et une couverture Internet. Mais une bureaucratie obsolète a ralenti la prestation des services et la participation des citoyens.

Le gouvernement a reconnu qu'un système plus léger et plus efficace était essentiel pour :

- Rationaliser la prise de décision
- Réduire les doublons entre les différents niveaux
- Aligner la gouvernance sur les défis socio-économiques modernes

2025 : une restructuration historique

Restructuration des administrations provinciales et locales

- Réduction du nombre d'unités provinciales : passage de 63 provinces/villes à 34 (28 provinces + 6 villes sous administration centrale) grâce à des fusions.
- Suppression des districts : le niveau intermédiaire des « districts » est supprimé, créant ainsi un modèle à deux niveaux : provinces → communes.
- Fusion des communes : les petites communes et les quartiers sont regroupés, ce qui réduit leur nombre d'environ 60 à 70 %.

La date d'entrée en vigueur de ces réformes est fixée au 1er juillet 2025.

Efficacité et allègement de la bureaucratie

- Les autorités provinciales supervisent désormais directement les communes, ce qui réduit les « sauts » administratifs et les frais généraux.
- La restructuration réorganise également les branches du Parti communiste et les agences étatiques afin d'éviter les redondances et de rationaliser les fonctions.

- Les provinces/villes fusionnées réorganisent leur personnel, leurs actifs, leurs documents juridiques et la gestion de leurs infrastructures.

Objectifs

- Développement économique : des unités plus grandes permettent une meilleure planification, de meilleurs investissements dans les infrastructures et une meilleure allocation des ressources.
- Gouvernance moderne : la rationalisation des structures réduit les doublons, améliore l'administration numérique et s'adapte à l'urbanisation et à la mondialisation.
- Rationalisation politique : la réduction du nombre de niveaux hiérarchiques réduit les chevauchements bureaucratiques, améliorant ainsi la capacité et la responsabilité de l'État.

Donner plus de pouvoir aux citoyens au niveau local

L'un des principaux objectifs de la réforme est de renforcer la participation citoyenne au niveau communal. Les conseils populaires communaux sont élus directement par les citoyens tous les cinq ans, ce qui permet aux habitants de s'exprimer sur la gouvernance locale, les décisions budgétaires et les priorités en matière de développement. Si les candidats sont généralement approuvés par le Parti communiste, les citoyens ont désormais une influence plus directe sur les dirigeants locaux.

Élections locales : Vietnam vs. Chine

Caractéristique	Vietnam (niveau communal)	Chine (au niveau des villages)
Qui votent	Tous les citoyens éligibles de la commune	Tous les villageois éligibles
Ce qu'ils élisent	Membres du Conseil populaire, qui supervise l'administration locale et demande des comptes aux responsables exécutifs.	Comités villageois qui gèrent les affaires locales et supervisent les dirigeants villageois

Participation au parti	Les candidats doivent être approuvés par le Parti communiste ; les candidats non membres du Parti sont rares.	Les candidats peuvent être membres d'un parti ou indépendants ; les élections sont techniquement compétitives, mais l'influence des partis est forte.
Champ d'application de l'autorité	Allocation budgétaire, développement local, services sociaux, supervision de l'exécutif communal	Administration locale, infrastructures locales, résolution des litiges, protection sociale
Fréquence	Tous les cinq ans	En général, tous les trois ans

Conclusion : ces élections permettent aux citoyens de jouer un rôle direct dans l'élaboration des politiques et des services locaux, renforçant ainsi l'objectif des réformes visant à mettre en place un gouvernement centré sur les citoyens.

Principaux défis

Bien qu'ambitieuses, ces réformes posent plusieurs défis :

- Coûts de transition : la fusion des provinces, la suppression des districts et la réorganisation du personnel, des actifs et des documents juridiques sont complexes sur le plan logistique.
- Identité locale : la création d'unités plus grandes risque de diluer l'identité communautaire et de modifier les rapports de force.
- Capacités au niveau communal : les collectivités locales doivent gérer efficacement leurs responsabilités accrues.
- Coordination : les unités fusionnées peuvent couvrir des régions diverses, ce qui nécessite une planification et une gestion minutieuses.
- Responsabilité et représentation : la voix des citoyens doit rester forte dans les unités administratives plus grandes.

Cadre juridique et politique

Les principaux documents qui sous-tendent ces réformes sont les suivants :

- Résolution n° 60 NQ/TW (avril 2025) : approuve la réorganisation des unités administratives et la mise en place d'un gouvernement local à deux niveaux.

- Résolution n° 202/2025/QH15 (juin 2025) : rend obligatoire la restructuration des unités provinciales à compter du 1er juillet 2025.
- Décision n° 759/QD-TTg (avril 2025) : fournit des orientations détaillées sur la restructuration des unités gouvernementales locales.
- Conclusion n° 126 KL/TW (février 2025) : ordonne la poursuite de la rationalisation des organisations du Parti et de l'État.

Autocritique et amélioration continue

Le Vietnam a une tradition d'introspection en matière de gouvernance. Les réformes passées, telles que le Đổi Mới dans les années 1980, démontrent que l'évaluation critique et l'adaptation peuvent être moteurs de progrès. La restructuration actuelle s'inscrit dans cette philosophie : simplifier les structures, améliorer l'efficacité et responsabiliser les citoyens au niveau local.

Perspectives d'avenir

Si elles sont mises en œuvre efficacement, ces réformes pourraient :

- Accélérer la prise de décision au niveau des provinces et des communes.
- Permettre une planification plus intégrée des infrastructures et de l'économie.
- Réduire les coûts administratifs, libérant ainsi des ressources pour le développement et les services numériques.
- Améliorer l'environnement d'investissement en simplifiant la gouvernance locale.

Le succès à long terme dépendra d'une gestion rigoureuse, d'une allocation adéquate des ressources aux communes et de l'intégration à des réformes plus larges dans les domaines du droit, de l'économie, de la gouvernance du Parti et de l'administration numérique. Le gouvernement vietnamien franchit une étape historique : il met en place un système plus léger et plus réactif, dans lequel les citoyens jouent un rôle plus important et plus direct dans l'élaboration des politiques et des services qui concernent leur vie quotidienne.

De la bureaucratie à l'autonomisation : une nouvelle ère pour le Vietnam

Les réformes du Vietnam vont au-delà d'une simple refonte bureaucratique : elles constituent un modèle pour un gouvernement à l'écoute et responsabilisant. En rationalisant l'administration et en plaçant les citoyens au cœur du processus décisionnel local, le pays transforme sa gouvernance, passant d'une hiérarchie distante à un système participatif. Si elles aboutissent, ces réformes ne se limiteront pas à réduire les formalités administratives : elles amplifieront les voix, renforceront les communautés et prouveront que le véritable progrès commence à la base.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Chine Vietnam Analyse